

Les associations fauchées face à la crise de la Covid

Beaucoup de licenciés ont déserté les clubs et les associations sportives varoises face à la menace de l'épidémie de la Covid-19. État des lieux

Des dizaines de portes fermées. Des sites web à l'arrêt. Des coups de fil sans réponse. Ici comme ailleurs, le sport amateur, quasiment à l'arrêt depuis le début de crise de la Covid-19, est à genoux. « La plupart des structures sont dans la nasse », frémisse Lucienne Roques, au sommet du Comité olympique et sportif varois (CDSO 83). Le rebond de l'épidémie et le durcissement des règles sanitaires font vaciller un tissu associatif bouleversé depuis le premier confinement. L'inquiétude est réelle : privés de toutes compétitions, les sportifs du week-end boudent leurs propres associations. Le nombre de pratiquants poursuit sa chute vertigineuse depuis le mois de septembre, de l'ordre de 20 à 30 % selon le ministère des Sports (lire ci-dessous).

Pour l'heure, seuls les mineurs peuvent s'entraîner en plein air depuis le 28 novembre, et en intérieur depuis le 15 décembre, selon des protocoles sanitaires travaillés avec le ministère des Sports et les acteurs locaux préconisant des « entraînements sans contacts ». Pour les majeurs, il faudra attendre une troisième étape qui pourrait intervenir mercredi 20 janvier, date d'une nouvelle prise de parole gouvernementale. Les salles de sport pourraient rouvrir à cette date, et le sport amateur pour les majeurs faire également son retour. Un agenda toutefois « difficile à tenir », prévenait ce lundi le cabinet du ministère, au vu des récents indicateurs épidémiologiques.

Tenir les budgets

En attendant, les défis du sport amateur sont nombreux, à commencer par tenir les budgets. En effet, clubs et associations vivent sous le spectre du dépôt de bilan (1). Leurs économies sont soumises à rude épreuve, malgré la promotion des dispositifs de soutien et les actions du mou-

vement sportif. En clair : les recettes sont réduites à peau de chagrin dès le début de ce nouvel exercice comptable 2021, et le recul des subventions publiques – dont la tendance est à la baisse depuis plusieurs années – se poursuit. « Cela oblige les clubs à épuiser leur trésorerie en réserve et mettre en péril le bon déroulement de leurs projets », commente la présidente du CDSO 83.

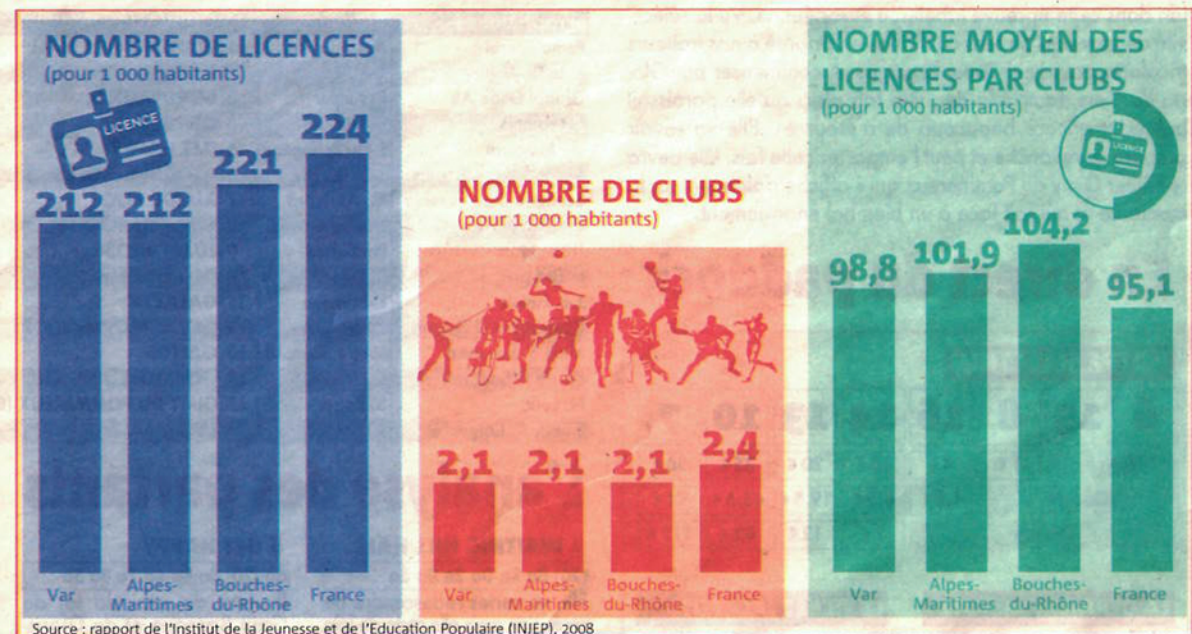
Mais le développement de la communication numérique, l'évolution de la billetterie, l'organisation de nouveaux événements et l'essor du partenariat sont aussi des facteurs de reprise.

1. En France, 10 % des associations sont menacées de dépôt de bilan (enquête conduite par Recherches et Solidarités).

Dossier :
Pierre-Mickaël AYL
(avec Vincent BELTRAN)
Photos : Frank MULLER,
Luc BOUTRIA et AFP



Les jeunes judokas toulonnais découvrent l'entraînement sans contacts. Pas simple...



Le chiffre
376

Le CDSO a évalué pour la rentrée 2020 un manque à gagner de 376 millions d'euros pour les clubs sportifs, dont 260 de pertes de cotisations et 116 de pertes « autres » (subventions, partenariats, billetterie...)

Et les aides de l'État ?

Pour le monde sportif amateur, le président Emmanuel Macron a annoncé, le 18 novembre dernier, la mise en place d'aides à la prise de licence sous la forme d'un Pass'Sport dès 2021. Cette mesure, évaluée à 100 millions d'euros, s'adresse en priorité aux plus fragiles. Par ailleurs, l'État va investir cette année 15 millions sur le fonds d'urgence positionné à l'Agence nationale du sport (ANS), pour continuer de venir en aide aux

petites associations (non-employées) qui ne bénéficient pas des aides de droit commun. En complément, une partie des crédits de l'ANS compensera les pertes des fédérations. Enfin, 5 000 postes de services civiques seront fléchés vers le sport. Des emplois seront aussi créés dans les comités régionaux olympique et sportif pour accompagner les petits clubs à se saisir des aides disponibles.

« Qu'on nous redonne la possibilité de s'entraîner »

Moins d'adhérents, perte de cotisations et baisse de revenus : l'équation de la crise sanitaire frappe durement les clubs et associations sportives varoises. D'autant plus que l'embellie n'est pas encore prévue. « On est dans les starting-blocks. Le problème est : c'est quand demain ? », s'impatiente Lucienne Roques, présidente des comités sportifs varoises. Aucune structure n'est logée à la même enseigne. Les sports en salle (gymnastique, judo, basket...) sont lourdement touchés.

Le handball, pratique très populaire, a suivi une perte d'environ 25 % de licenciés comparée à janvier 2020 (3250 adhérents), estime le président de la Ligue Paca de handball, Jean-Luc Baudet. « Avec les doutes concernant la rentrée des classes, beaucoup de parents ont attendu longtemps avant de remettre leurs enfants dans les salles de sport pour voir comment cela allait se passer. » La gymnastique a, elle, perdu 2 000 licenciés cette année (3 597 au 31 décembre dernier). Ce sont les très gros clubs (Toulon, Six-Fours, Fréjus) qui en ont surtout fait les frais. La liste des parents exigeant un remboursement s'allonge. « Avec tout ce que l'on entend, ils craignent un re-confinement. Il faut les comprendre... », expose le président du comité, Lucien Viviani.

Au niveau départemental, le responsable ne voit pas comment enrayer la chute, malgré des charges réduites. « Si on devait organiser des compétitions à huis clos, ce



Même si les clubs pro, comme Toulon/Saint-Cyr en LFH, continuent à jouer, la Ligue Paca de handball a perdu 25 % de ses adhérents en un an.

serait tout un lien social qui serait touché. On interdirait aux parents de rentrer voir les exploits de leurs enfants. C'est une perte d'adhérents qu'on va mettre du temps à récupérer. Les jeunes qui arrêtent ne reviennent peut-être pas. »

Le constat est encore plus terrible en natation. « Dans le Var, il y avait 7 300 licenciés avant la crise. Aujourd'hui, il n'y en a plus que 2 500 », déplore Patrick Perez, président du comité du Var. La boxe varoise, elle, n'a quasiment pas repris. « Pour l'instant, on attend. » Marie-José Robin, la présidente du comité, dispose de peu de marge de manœuvre et de peu de salles à disposition. « Les mairies ne veulent pas se mettre en porte-à-faux, ce que nous comprenons », commente-t-elle. Au début, les sports de contact étaient interdits. On est encore dans le flou dans l'attente de nouvelles décisions. Mais qu'on nous donne la possibilité de s'entraîner ! »

Les sports de plein air résistent mieux. Dans le tir à l'arc (832 licenciés au 7 décembre, contre 1 111 il y a deux ans), « les clubs sont plus ou moins fermés », regrette le président du comité, Marcel Albert. Dans sa structure d'Ollioules, il a aménagé le pas de tir pour recevoir davantage de monde, et les salariés ont bénéficié du chômage partiel. « Certains clubs tirent la langue », reconnaît-il. Malgré l'annulation des compétitions, l'équitation sort la tête de l'eau. Il n'y a pas d'hémorragie côté licences, confirme Pierre Breu, président du comité Var et ancien jockey professionnel. Toutefois, « sur les 175 clubs, une cinquantaine va fermer » selon lui. « Nous sommes autorisés à donner des cours sur carrière, les propriétaires peuvent laisser leurs chevaux en pension. » Un vrai soulagement pour le deuxième département de France en nombre d'équidés.

Rugby et foot limitent la casse

Dans la grisaille, des fédérations « riches » tirent leur épingle du jeu. C'est le cas du rugby, notamment. Sur l'année 2020, la FFR recense même une hausse de licenciés. Dans la région Sud-Paca, la perte de pratiquants a bien été contenue (17 196 adhérents dans les 133 clubs au 5 janvier, contre 18 909 il y a deux ans). Seuls une quinzaine de clubs sont inactifs. « Les bons signes de développement se confirment chez les filles et dans les écoles de rugby », explique le président de la ligue Sud, Henri Mondino, qui concède un creux chez les moins de 16 et 18 ans, ainsi qu'un ralentissement chez les seniors. « En manque de compétition. Le fait que les championnats démarrent début octobre n'incite pas à prendre des licences. » Il souligne : « Un plan de relance de 35 millions d'euros a été mis en place, la licence est devenue gratuite pour les clubs. Si ça reprend en avril, on comblerait cette baisse du nombre de licences. » Autre grosse fédération, le football comptabilise, au

4 janvier 2021, une baisse de 15 % de licenciés (plus de 18 000 pratiquants, soit 3 000 de moins), des pertes plus conséquentes dans le foot animations (entre moins de 6 et moins de 13 ans). Mais le budget du ballon rond varois est à l'équilibre. « Quand je suis arrivé en 2012, le district comptait 18 000 adhérents... », observe Pierre Guibert, président du district du Var. Cette année, notre manque à gagner s'élève à 15 000 euros, mais c'est un handicap budgétaire qui n'est pas majeur pour nous. D'autant qu'on a aussi abondé au fonds de solidarité. Je n'ai pas de raison de me plaindre. » Pour enrayer la crise, le responsable a opté, avec l'appui de sa fédération, pour un demi-tarif de la licence dans le foot loisir (3 contre 3,5 contre 5). De quoi faire le dos rond, en attendant des jours meilleurs. « C'est une situation dommageable. Mais la perspective de rebond avec les compétitions internationales, comme l'Euro cet été ou la Ligue des nations à l'automne, redonne de l'espoir. »

Questions à Lucienne Roques présidente du CDSO



« Certains semblent démoralisés »

Quelles difficultés rencontrent les associations ?
On nous sollicite sur des problématiques financières, mais aussi pour assurer du soutien moral. Certains responsables semblent démoralisés.

Certaines associations sont-elles inactives ?
Sur nos 2 300 structures, un certain nombre a cessé l'activité, oui. Ça va être très dur à redémarrer.

Comment répondre à ceux qui veulent être remboursés ?
Nous incitons à ne pas rembourser. Nous avons envoyé un argumentaire juridique afin d'expliquer aux adhérents pourquoi un club n'est pas tenu de rembourser.

À Toulon, le Judo club du littoral à bout de souffle

La rue Chartreuse-de-Montrieux, petite traverse aux platanes du quartier toulonnais du Mourillon, retrouve peu à peu son animation. Ce mercredi après-midi, des cris, des rires, des embrassades familiales s'échappent du dojo. Le Judo club du littoral s'éveille à nouveau. La porte de l'ancien atelier, un studio de 185 mètres carrés en rez-de-chaussée, est constamment ouverte, « pour aérer ». À l'entrée, la toison grisonnante de Stéphane Badouard accueille les moins de 10, 12 et 15 ans, le dernier groupe de la journée. Élèves en tenue de kimono et parents sont impatients.

« C'est comme faire de la natation sans eau »

Sur le tatami, son cousin Guillaume dirige l'échauffement, où se mêlent course et petits jeux de conservation. Stéphane, lui, veille au protocole sanitaire en donnant de la voix. « On s'assoit, on se frotte les mains et les pieds au gel hydroalcoolique avant de monter sur le tatami », rappelle le professeur. Ce n'est pas la grande foule. Seuls six apprentis occupent le dernier crâneau du jour.



Avril, Lou, Benjamin, Matthias, Louka et Étienne sont obligés de se désinfecter les mains et les pieds avant de monter sur le tatami.

Stéphane le reconnaît : « À la rentrée, j'ai perdu la moitié de mes anciens effectifs (80 licenciés aujourd'hui, Ndlr). Et j'ai encore perdu beaucoup de monde (14) depuis le deuxième confinement... » C'est parti pour une heure et demie de dépense physique « sans aucun contact », comme l'indique le ministère. Sur le tapis, parcours de cerceaux et démonstrations de mouvements se succèdent. Motricité, technique, placement... Les ju-

dokas en herbe apprécient. « Oui, ils sont contents d'être là, mais pour moi, ce n'est plus du judo, maugrée Stéphane. J'appelle ça de l'entretien physique. On n'est plus dans le réel, on s'adapte. C'est comme faire de la natation sans eau. »

Roulades et applaudissements

En ce moment, le quinquagénaire, ceinture noire 4^e dan, a des courbatures. Employé par le club en statut de profession libérale, il

a tout investi dans le dojo de son enfance, dont il a acquis la propriété auprès de son oncle. À la fin du mois, il ne lui reste plus grand-chose. « Mon salaire, c'est tout ce que me donne l'État, déclare le propriétaire. Le judo, c'est ma vie, et l'an dernier je n'ai travaillé que quatre mois sur douze. » Dans le club de quartier, l'annonce du couvre-feu à 18 heures, débuté mardi, a fait l'effet d'un énième coup de massue. « On organise, on regroupe et on annule en

permanence des cours pour accueillir en respectant la distanciation, mais beaucoup ne viennent finalement pas », explique Stéphane Badouard, les bras croisés. Sous ses yeux, les roulades récoltent leur lot d'applaudissements, les glissades leurs ricanements. L'insouciance renaît. « Je t'ai vu, t'as touché le cercle ! », soufflé le petit Benjamin. « Et toi, tu fais dodo ? », réplique son camarade Louka. De quoi faire oublier les demandes quotidiennes de remboursement et les trous de trésorerie. « Je vais aller jusqu'à fin juin mais je me demande si je vais pouvoir continuer au-delà, conclut Stéphane, conscient de prendre des risques sanitaires pour son propre foyer. Avec ce qui se passe, je me demande si je ne dois pas faire autre chose. Et à mon âge (52 ans), ça va être très difficile. »

1. Selon la fréquence d'entraînement, le tarif mensuel du Judo club du littoral s'élève de 32 à 34 euros par mois.

Savoir +
Judo club du littoral, 52 rue Chartreuse-de-Montrieux à Toulon.
Rens. : 06.20.65.01.42 et 04.94.46.04.23.